

1. A quelques mois des élections européennes, le FN a d'ores et déjà défini la ligne qui sera la sienne lors de la campagne : conscient que son électorat est habituellement parmi les plus abstentionnistes pour ce scrutin, l'enjeu n'est pas seulement la mobilisation de son propre socle, mais aussi et surtout la récupération d'un électorat UMP en déshérence et de plus en plus proche des idées de l'électorat frontiste. Ce rapprochement est notable sur l'immigration : 68% des sympathisants UMP souhaitent la remise en cause des accords de Schengen, et 75% des sympathisants FN. 46% des électeurs de Nicolas Sarkozy seulement estiment désormais que l'appartenance à l'Union Européenne est une bonne chose pour la France. Si la question de la sortie de l'euro sépare encore l'électorat UMP de celui du FN, ils convergent de plus en plus sur la plupart des autres thématiques.

Plus que tout autre sujet, c'est le rejet du Président de la République qui fait l'unanimité chez les sympathisants UMP et FN. Et c'est en grande partie sur ce rejet que parie Marine Le Pen pour attirer l'électorat UMP. Si le FN est élu « premier parti de France » aux élections européennes, dit-elle, François Hollande sera obligé d'en tenir compte (Marine Le Pen répète d'ailleurs très souvent qu'elle demandera, le cas échéant, la dissolution de l'assemblée nationale).

2. Dès lors, l'enjeu européen, pour la majorité présidentielle, se résume de la manière suivante : comment la campagne du PS peut-elle limiter la montée du Front national, sans avoir l'air, ce faisant, d'accréditer l'idée qu'un « FN premier parti de France » aurait des conséquences directes sur la capacité à gouverner de François Hollande ? (L'enjeu de mobilisation de l'électorat de gauche sera traité dans une autre note)

- Empêcher le plus d'électeurs possibles de « basculer » dans le vote FN : enjeu prioritaire de la campagne du PS.

Au sein des catégories populaires les plus susceptibles de basculer dans le vote FN, on constate étonnamment que les préoccupations économiques personnelles et immédiates (peur d'être au chômage, problèmes de pouvoir d'achat) sont reléguées au second plan. Ce sont l'immigration, la dénonciation de l'assistanat, et la peur du déclin économique du pays tout entier, qui arrivent au premier plan de leurs représentations. La peur que la France ne se retrouve « dans le même état que la Grèce » est en effet extrêmement présente, et la sortie de l'euro est perçue comme un « accélérateur » de ce déclin perçu (pour des raisons totalement obscures, car dans le même temps ces catégories populaires sont les plus enclines à juger que l'euro a considérablement rogné leur pouvoir d'achat).

Un discours focalisé sur l'Europe de la croissance ou de l'emploi aurait donc peu de chance de gagner ces électeurs. En revanche, il est possible d'empêcher leur basculement vers le vote FN en insistant sur les points suivants :

- La sortie de l'Euro prônée par le FN mènerait au chaos économique, et précipiterait un déclin déjà perçu comme inéluctable. Rester dans l'euro, c'est aussi ancrer notre pays dans une zone "prospère", tirée par la "locomotive" allemande, dont chacun perçoit bien la réussite industrielle.

(Il faudrait axer les argumentaires en particulier sur l'impact concret de cette sortie de l'euro sur les économies des petits épargnants, mais aussi sur l'activité des entreprises et notamment des PME.)

- La France seule ne peut plus peser économiquement dans la mondialisation ; seule l'échelle européenne est pertinente face à des monstres économiques tels que la Chine ou les Etats Unis. Fermer les

frontières, ce serait accélérer, et non empêcher le mouvement de délocalisations perçu comme « saignant » notre économie depuis des années.

- l'immigration est un problème qu'aucun pays ne peut plus gérer seul ; la politique d'immigration, les contrôles des frontières, doivent certes être améliorés, mais l'Europe est l'échelon pertinent pour traiter ces sujets. Comme la France a pu le faire pour les travailleurs détachés, ce n'est pas en se repliant à l'intérieur de nos frontières, mais en agissant au niveau Européen que ces questions seront résolues. A ce titre, il convient de souligner que toute forme d'expression ouvertement "pro-immigration" durant la campagne aura un impact très négatif sur un électorat dont le rejet de l'immigration de masse représente la principale motivation à voter FN. Mieux vaudra donc insister sur la capacité d'une France forte à améliorer la politique d'immigration et de contrôles (et utiliser le cas Suisse comme contre exemple).
 - L'élection du FN entrainerait le chaos dans la société française (révolte des « étrangers » constitués en communautés organisées ; débordement de Marine Le Pen par les groupes les plus extrémistes qui auront contribué à la porter au pouvoir) ; elle aurait également un impact déplorable sur l'image de la France à l'étranger.
 - à défaut de traiter "frontalement" la thématique, difficile pour la gauche, de "l'assistanat" (on peut la traiter à la marge, à travers la lutte contre les fraudes), s'abstenir de prises de position qui verseraient de l'huile sur le feu (augmentation des minima sociaux).
- Européaniser les enjeux de la campagne, pour éviter que cette élection ne soit le « referendum anti-Hollande » souhaité par le FN

La majorité des français se déterminera, lors des élections européennes, en fonction d'enjeux nationaux (68%, selon Opinionway). Il sera donc difficile d'imposer dans les débats des thématiques proprement européennes. Pour autant, certaines des principales préoccupations des électeurs UMP et FN (immigration, sécurité) ne sauraient être traitées efficacement à l'échelle nationale. Il faut donc chercher à convaincre que l'échelon européen est incontournable pour résoudre les défis collectifs du 21e siècle, et que la "souveraineté nationale" ne donne que l'illusion de la protection. Le FN doit être vu non seulement comme un parti replié sur lui même, mais il faut aussi et surtout insister sur le caractère contreproductif de ce repli car en soi, le repli face à la mondialisation et à l'immigration correspond aux aspirations d'une majorité de français.

L'enjeu de cette campagne n'est pas le rejet de François Hollande ;

- Message pour la base « de gauche » : l'enjeu c'est d'élire, pour la première fois, un représentant de la gauche à la tête de l'Europe. Or, l'inertie de l'Europe face à la crise est en grande partie le fait des « conservateurs » au pouvoir (Merkel en tête). Avec une Europe « de gauche », la base électorale de François Hollande lui donne la possibilité d'être plus efficace dans la lutte contre la crise (cette efficacité de gestion de la crise est un déterminant majeur du vote pour un tiers des électeurs de François Hollande (sondage Opinionway)).
- Message à destination des électeurs FN ou UMP potentiels : envoyer une minorité bruyante et haineuse au PE, c'est affaiblir la France (et la capacité du Président de nous sortir de la crise); c'est un "vote défouloir" d'autant moins nécessaire que FH a d'ores et déjà pris la mesure de leur désarroi (cf 1/).